JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ACHILLE DAUPHIN-MEUNIER

Statistiques et sous-développement économique : l'expérience cambodgienne

Journal de la société statistique de Paris, tome 98 (1957), p. 49-59

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1957__98__49_0>

© Société de statistique de Paris, 1957, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

IX

STATISTIQUES ET SOUS-DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : L'EXPÉRIENCE CAMBODGIENNE

Comment définir à des occidentaux le Cambodge par rapport au sous-développement économique? Sa civilisation est la plus ancienne de toute l'Asie du Sud-Est et les monuments parsemés sur son sol rappellent depuis bientôt deux millénaires l'originalité et la vigueur artistique de son peuple, la ferveur de ses convictions religieuses, la permanence de ses traditions politiques et sociales. Mais cette civilisation ne saurait être exprimée en chiffres ou ramenée à des formules mathématiques. Les Cambodgiens ne s'en sont d'ailleurs jamais soucié et leurs inscriptions sur pierre comme leurs documents écrits, s'ils abondent en invocations pieuses ou en maximes philosophiques, sont singulièrement pauvres en données statistiques : tout au plus, indiquent-ils le nombre et la qualité du personnel affecté au service des temples ou des institutions charitables.

Au temps du protectorat, l'Administration française elle-même n'a guère essayé de modifier ce comportement. Elle considérait le Cambodge comme l'appendice agricole de l'Indochine et si elle s'efforçait avec persévérance et bonheur à ramener le royaume dans ses anciennes limites territoriales, elle ne procédait guère à des relevés statistiques. Les chiffres du commerce extérieur cambodgien eux-mêmes étaient confondus avec ceux des quatre autres territoires indochinois et les statisticiens de Hanoï et de Saïgon, quand il leur fallait envisager les singularités khmères, se contentaient d'approximations plus ou moins aventurées.

Cependant, avec l'indépendance pleinement recouvrée, les dirigeants du Cambodge ont pris progressivement conscience que, dans le monde contemporain, le maintien des plus hautes valeurs spirituelles et l'équilibre d'un système de civilisation pouvaient être compromis par une insuffisance de développement économique. La comparaison de l'économie cambodgienne

et de celle d'autres pays bouddhiques — plus encore et mieux que toute autre comparaison avec des pays européens ou asiatiques fortement industrialisés — les a conduits à relever des inégalités du rythme de développement, inégalités qui leur ont paru d'autant moins tolérables qu'ils étaient désormais maîtres de leurs choix et de leurs décisions.

Mais quels critères pouvaient-ils adopter pour mesurer le sous-développement économique de leur pays?

Ceux que leur recommandaient les experts de l'O. N. U. avaient un caractère tout théorique et ne pouvaient guère leur être de quelque utilité. Comment évaluer le sous-développement en fonction du revenu national par tête et par an, ou en fonction de la production et de la consommation d'énergie (électricité, charbon, pétrole), ou encore en fonction du niveau de la consommation alimentaire exprimée en calories, dans un pays exclusivement agricole où, sur un sol naturellement fertilisé chaque année par la crue des eaux, vit une population relativement peu nombreuse, suivant les coutumes millénaires de l'auto-consommation familiale? Ajoutons en outre que pour le Cambodge on ne disposait d'aucune donnée statistique valable sur les réalités démographiques, la production et la consommation vivrière, les échanges intérieurs, le niveau des prix auxquels s'effectuaient les transactions locales.

Le Service des Études et de la Documentation de la Banque Nationale du Cambodge s'est efforcé de pallier à ces lacunes. Organisé et dirigé par un excellent statisticien, M. Yem Sarong, qu'assiste une équipe de techniciens avertis au premier rang desquels se distingue un expert français, M. Peyronnet, il publie régulièrement depuis janvier 1955 un bulletin mensuel d'informations dans lequel des tableaux statistiques scientifiquement établis éclairent des études économiques générales et des travaux de conjoncture. Ce bulletin est assurément, par la qualité et la variété des articles qu'il contient, le meilleur de tous les documents du même genre publiés dans le Sud-Est Asiatique.

Dans le numéro d'août 1955 de ce bulletin, M. Yem Sarong a relevé à quelles absurdités aboutissent parfois les recommandations des experts de l'O. N. U. C'est ainsi que dans le 7e rapport du Bureau de l'Assistance Technique du Conseil Économique et Social de l'O. N. U., il a été écrit que le revenu national par an et par tête d'habitant au Cambodge n'atteindrait pas 100 dollars américains et qu'il serait analogue par conséquent au revenu national de pays surpeuplés, à dimension continentale comme l'Inde et l'Indonésie. M. Yem Sarong observe qu'une indication aussi inexacte peut sans doute s'expliquer par l'insuffisance des documents statistiques de base. Mais, ajoute-t-il, elle tient aussi à une absence de méthode. Aussi recommande-t-il l'emploi de méthodes qui permettent, « en concentrant les moyens de discipline divers sur des zones d'un échantillon choisi, au hasard, d'obtenir des résultats statistiques de valeur dont l'extrapolation est permise, avec un coefficient d'erreur que le calcul des probabilités indique comme tout à fait admissible ». C'est une méthode de cette sorte, la méthode du « sondage » qui a été employée par les Français en Guinée et en Côte d'Ivoire et par les Anglais au Ghana et qui leur ont permis de connaître le taux annuel d'accroissement de la population, de dresser des bilans alimentaires, de chiffrer les échanges entre la ville et la campagne (Savane), de mesurer l'incidence sur son revenu de l'entrée du paysan

dans un circuit monétaire. M. Yem Sarong exprimait le vœu que cette méthode fût adoptée au Cambodge. Ce vœu a été entendu puisque, sous la direction de M. Robbe, chef de la Mission française d'Aide Technique, une enquête démographique par sondages, bien qu'elle n'ait pu être préparée aussi minutieusement et longuement que les enquêtes entreprises en Afrique, a donné des résultats qualitatifs et quantitatifs pleins d'enseignements; d'autre part, le service des Études et de la Documentation est maintenant en mesure de publier chaque mois les indices des prix à la consommation familiale, les prix de gros de quelques produits nationaux, les chiffres des transports ferroviaires, aériens et maritimes, ceux de la production d'énergie électrique et des ventes de produits pétroliers.

De nombreuses difficultés restent à surmonter. Il n'y a pas centralisation de la documentation statistique : la Direction des Douanes et Régies, la Direction de la Statistique au Ministère de l'Économie Nationale, la Section de Navigation du Port de Phnom Penh, la Banque Nationale travaillent en ordre dispersé et suivent des méthodes différentes. Il en résulte que le matériel mécanographique n'est pas utilisé aussi rationnellement qu'il le faudrait; des décalages ont lieu entre les périodes de référence et pour cette raison il n'y a pas concordance entre les chiffres portant sur de mêmes mouvements (en particulier sur le montant des exportations de caoutchouc).

On en est réduit alors à des approximations. C'est ainsi qu'à la suite de sondages opérés, on a pu estimer la population cambodgienne à 5 millions d'habitants. Mais les marges d'erreur restent grandes. Par exemple, pour le chiffre de la population de Phnom Penh, qui en tout cas semble ne pas être inférieur à 500.000 habitants, on a pu avancer qu'il atteignait 800.000, en partie par suite de l'afflux de gens de la campagne plus ou moins déracinés à la suite des troubles civils.

Pour réduire au maximum ces difficultés le Plan biennal 1956-1957 établi par le gouvernement royal et présenté le 20 décembre 1955 par S. A. R. Norodom Sihanouk s'ouvre par un chapitre prévoyant des crédits de paiement de 5 millions de riels pour l'équipement des services de statistiques, la formation de spécialistes cambodgiens et le recrutement de statisticiens étrangers; mais l'effet de cette disposition ne peut être immédiate.

En tout cas, les chiffres statistiques recueillis par sondage et évaluation d'un pourcentage d'après un échantillon, ou par un recensement direct, s'ils ont permis d'établir et de publier quelques indices (consommation familiale à Phnom Penh d'une part des Cambodgiens, d'autre part des européens; prix de gros des produits nationaux à Phnom-Penh, etc.) et quelques séries chronologiques, ne fournissaient pas les moyens de connaître le niveau de croissance économique.

*
* *

La Banque Nationale du Cambodge que gouverne depuis sa constitution (loi du 23 décembre 1954) M. Son Sann, s'est alors souvenu des indications théoriques de feu Charles Rist et de l'économiste américain Charles Kindleberger, professeur au Massachusetts Institute of Technology. Le premier dans ses *Tableaux du commerce mondial de 1890 à 1938* (publiés par l'Institut Scien-

tifique de Recherches Économiques et Sociales, Paris), l'autre dans son étude sur *The Dollar Shortage* ont établi qu'il y avait un véritable parallélisme du mouvement de la croissance et de l'évolution séculaire de la balanee des paiements, tant en France qu'aux États-Unis. De même qu'un être humain, au fur et à mesure qu'il grandit passe de la jeunesse à l'âge adulte puis connaît le vieillissement et voit ses échanges avec l'extérieur se modifier d'un même rythme, une nation passe par divers stades de croissance et au regard des autres nations fait successivement figure de pays jeune et débiteur, puis de pays adulte d'abord débiteur puis créancier, enfin de pays encore fortement créancier mais frappé de senescence. L'analyse de sa balance des paiements permet de suivre cette évolution.

Un pays économiquement jeune est un pays qui a besoin de s'équiper et qui, faute d'épargne nationale suffisante, faute aussi de moyens nationaux d'équipement doit emprunter des capitaux d'investissement au dehors et importer de l'outillage. Il a donc une balance des opérations en capital positive (par le fait des entrées de capitaux étrangers) et une balance des paiements courants passive (par le fait de l'excédent sur ses exportations des importations de matériel d'équipement et du paiement des intérêts sur les sommes qui lui ont été prêtées).

Lorsque ce pays devient adulte, qu'il s'est doté d'un équipement de base suffisant, pour subvenir à ces besoins accrus il lui faut encore importer des capitaux et des produits manufacturés; il demeure donc, dans une première phase débiteur, avec une balance des opérations en capital positive et une balance des paiements courants passive. Mais bientôt il exportera plus de produits qu'il n'en achète au dehors; sa balance des paiements courants deviendra positives avec l'excédent, il pourra non seulement rembourser ses emprunt; étrangers mais effectuer lui-même des placements, autrement dit aura une balance des opérations en capital négative.

La maturité et la vieillesse l'atteindront ensuite. Fort des revenus que lui assurent ses placements à l'étranger, il aura tendance de plus en plus à ne plus surveiller le maintien en équilibre de sa balance commerciale; il vivra en rentier, en capitaliste repu. Épuisées les ressources de son portefeuille étranger, il ne lui restera d'autre issue que de repartir à zéro.

Le Cambodge est un pays économiquement jeune; les États-Unis apparaissent comme des créanciers adultes. La maturité de quelques nations d'Europe occidentale n'a été, à certains moments, que trop évidente.

Pour établir son niveau de développement, le Cambodge se devait donc d'abord de dresser sa balance des paiements, relevé comptable des transactions économiques faites avec l'étranger pendant une période donnée.

***

C'est l'Office National des Changes du Cambodge, service de la Banque Nationale du Cambodge, qui s'est chargé de cette tâche et qui l'a menée à bien sous l'impulsion de son directeur, M. Eng Hun. Le mérite et la responsabilité de l'œuvre reviennent donc aux autorités monétaires du Cambodge qui, beaucoup mieux que les Douanes et Régies ou que les services officiels de statistiques,

avaient les moyens d'information, de coordination et de contrôle indispensables.

Il fallait partir du néant. En effet, jusqu'aux accords de Paris de décembre 1954 qui décidèrent la fin de l'union douanière et monétaire du Cambodge, du Vietnam et du Laos, les postes concernant le Cambodge avaient été confondus avec ceux concernant les autres États dans la balance des paiements de l'Indochine sans qu'aucune ventilation *a posteriori* pût être envisagée. Jamais n'avait été dressée une balance des comptes du Cambodge et par conséquent aucune référence à un document antérieur, aucune confrontation avec une balance antérieure n'étaient possibles.

Un cadre général fut établi; il comprenait trois titres : celui des paiements courants (exportations et importations de marchandises, voyageurs et touristes, transports, assurances, revenus du capital); celui des opérations en capital (constitution et liquidation d'investissement, emprunts publics et remboursements des emprunts publics). Le solde général résultait de la somme algébrique du solde des paiements courants et du solde des opérations en capital; un titre III indiquait de quelle manière avait été réglé ce solde général (aides étrangères, mouvements des avoirs en devises, etc...)

Ce cadre qui n'avait en lui rien d'original et qui s'inspirait visiblement du dispositif de la balance générale des paiements de la zone franc, avait du moins le mérite de la simplicité et de la clarté. Il aurait permis aussi de traduire, par delà les mouvements financiers, toutes les transactions extérieures si on ne s'était pas trouvé devant une difficulté particulière.

En effet, en vertu des accords de Paris, les billets émis par l'ancien Institut d'Émission des États Associés ont continué à circuler sur le territoire des trois États d'Indochine jusqu'à l'échange des billets permettant d'individualiser la circulation fiduciaire propre à chacun des États. De ce fait, les règlements financiers découlant des relations économiques du Cambodge avec le Vietnam et le Laos échappaient au contrôle de l'Office National Khmer des Changes et ne pouvaient être recensés par lui.

L'Office avait espéré combler cette lacune à l'aide des chiffres enregistrés par les Douanes et Régies; on dut y renoncer en raison du décalage dans le temps entre les déclarations en douanes et les règlements correspondants, et des degrés d'exactitude différents des chiffres enregistrés.

C'est pourquoi la première balance générale des paiements du Cambodge, couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 1955, excluait les balances des paiements avec le Laos et le Vietnam. Elle faisait apparaître pour les paiements courants un solde débiteur de 266,2 millions de réels et pour les opérations en capital un solde créditeur de 4,1 millions; le règlement du solde général était presque intégralement assuré par l'aide française et par l'aide américaine.

Si le déséquilibre de la balance commerciale et des autres postes des paiements courants avait été souligné par un facteur conjoncturel (la sécheresse avait diminué la récolte de riz au point qu'il avait fallu importer du riz au lieu de disposer d'un surplus exportable), il apparaissait lié fondamentalement à des facteurs structurels. Les données statistiques de la première balance générale des paiements du Cambodge vérifiaient l'exactitude des indications de Rist et Kindleberger; malgré leur insuffisance, elles permettaient de mesurer dans

une première approximation le niveau de développement économique du pays.

Elles fournissaient encore les éléments d'orientation d'une politique économique étrangère.

De toutes les balances particulières des paiements, celle entre le Cambodge et la zone franc ressortait comme la plus importante; elle révélait que les courants économiques avec les territoires de la zone franc se maintenaient à un niveau particulièrement élevé, en dépit de l'entrée en scène de puissances étrangères dont les représentants ne cachaient par leur dessein d'évincer toute concurrence française.

La balance des paiements avec la zone dollar (essentiellement avec les États-Unis) présentait un solde général créditeur; mais ce résultat était dû à l'exportation de caoutchouc, principal produit cambodgien absorbé par le marché américain, tandis que les mouvements de capitaux dans les deux sens étaient pratiquement nuls.

Sans doute l'aide du gouvernement américain compensait cette carence; mais elle apparaissait comme égale aux deux tiers des exportations khmères aux États-Unis.

Enfin, la balance des paiements avec la zone sterling présentait une physionomie toute particulière. Le Cambodge ne vend rien au Royaume-Uni et lui achète beaucoup; ce déficit commercial est comblé par les exportations khmères vers Hong-Kong et Singapour.

Le développement économique du Cambodge, au terme de l'analyse, requérait donc le maintien de relations économiques étroites avec la zone franc et une diversification plus poussée de la structure des échanges avec les autres zones, en partie grâce à l'afflux de capitaux étrangers et à une assistance technique appropriée.

La seconde balance des paiements du Cambodge, également publiée par la Banque Nationale du Cambodge, couvre l'année 1955 tout entière. Elle a été établie après l'échange des billets (octobre 1955) et de ce fait comporte d'heureuses innovations :

1° Les chiffres retenus ont un haut degré d'exactitude : seuls en effet ont été retenus les chiffres des transactions passées soit par l'intermédiaire des banques agréées par l'Office National des Changes, soit par celui de l'Administration postale.

2° La balance est bien une balance générale. Mais il a fallu lui donner une présentation bipartite : une balance englobe tous les règlements extérieurs sauf ceux effectués avec le Vietnam et le Laos; une autre comprend les paiements avec ces deux pays. Cette présentation n'a qu'un caractère accidentel et temporaire; comme jusqu'au 30 septembre 1955, le Cambodge, le Vietnam et le Laos avaient une monnaie commune, faute d'un contrôle du mouvement des capitaux, on ne pouvait pas réunir de chiffres indiscutables; force a donc été pour les trois premiers semestres de 1955 de recourir aux statistiques douanières en matière d'importations et d'exportations et, pour les autres règlements, à des renseignements fragmentaires obtenus auprès du Trésor et de l'Administration postale. Seuls les chiffres du 4e trimestre ont été relevés scientifiquement. Les balances avec le Laos et le Vietnam sont donc incomplètes.

3° La balance générale tient compte de la répartition des opérations entre les diverses zones monétaires qui intéressent le Cambodge. Dans les balances par zone, seules les monnaies de règlement ont été prises en considération. Cependant une exception a été apportée à ce principe par l'introduction de la notion de règlements multilatéraux. Le montant des règlements en dollars de l'Aide américaine de certaines marchandises importées de pays non inclus dans la zone dollar a été, par exemple, inscrit à la colonne « recettes » sous la rubrique de l'Aide américaine; mais l'inscription s'exprime en monnaie de ces pays pour une valeur équivalente aux dollars remboursés.

Tandis que les balances partielles donnent une idée précise de la répartition géographique du commerce extérieur cambodgien, la balance générale des paiements donne une vue d'ensemble de la nature et du financement des opérations avec l'étranger; elle permet, en partant des données sur les ressources acquises en devises, d'établir des programmes d'attribution de devises en vue d'objectifs déterminés; enfin, elle va fournir les premiers éléments indispensables à l'esquisse d'une comptabilité nationale.

*
* *

Fort des premiers résultats statistiques acquis, le gouvernement cambodgien s'est cru autorisé à dresser un plan d'équipement biennal 1956-1957.

« L'établissement d'un plan d'équipement rationnellement construit, a fait observer M. Sam Sary, alors vice-président du Conseil, répond à l'impérieuse nécessité pour le Cambodge de fixer clairement sa politique d'investissements. Jusqu'à présent en effet les travaux d'équipement réalisés dans le royaume ont été choisis année par année, voire cas par cas, sans la cohérence qui ne peut être apportée que par l'établissement d'un plan d'ensemble. »

Mais pour prévoir valablement les résultats en recettes et en dépenses des activités économiques, pour orienter une politique, il faut être en mesure d'une part d'établir un modèle représentatif de l'économie en tenant compte des chiffres exacts d'une comptabilité rétrospective et d'autre part, par une information sûre et complète, d'ajuster à tout moment l'action gouvernementale à l'évolution souhaitée.

Aucune de ces conditions n'est encore réalisée au Cambodge.

C'est pourquoi le plan biennal cambodgien n'est pas un véritable plan. Il est plus modestement l'instrument de préparation d'un plan de plus grande envergure (actuellement à l'étude) et comme un banc d'essai, d'expérimentation. Aussi prévoit-il de doter le Cambodge de moyens d'études et de recherches statistiques et économiques et de promouvoir un inventaire de la situation économique du Cambodge.

Là est sa partie essentielle. Pour intéressants et méritoires qu'ils soient, les chapitres qui couvrent le plus grand nombre de pages n'ont qu'une portée secondaire car ils ne font que reprendre, d'une manière plus ou moins systématique, l'indicatif de travaux depuis longtemps décidés et dont le financement et l'exécution sont assurés le plus souvent dans le cadre des aides étrangères.

*
* *

Il reste beaucoup à faire au Cambodge pour développer la connaissance et l'usage de l'instrument statistique. L'effort entrepris depuis 1954 pour établir des données chiffrées valables et en dégager les enseignements qu'elles recèlent est assurément trop modeste par rapport au champ d'action qu'offre un pays dont la structure économique et sociale ne cesse de se compliquer. Il témoigne du moins de la conscience qu'ont désormais les responsables du développement de l'économie khmère qu'on ne saurait agir et décider, dans leur domaine, sans une connaissance des données, sans mesure. Il faut les féliciter d'avoir pris à leur compte l'affirmation de M. J. Fourastié (*La Civilisation de 1975*) : « La statistique est la seule source de connaissance scientifique en matière économique et sociale ».

Achille Dauphin-Meunier

DISCUSSION

M. Bunle félicite M. Dauphin-Meunier pour son exposé brillant et substantiel. Tous les statisticiens en approuveront les conclusions. On ne saurait concevoir, à notre époque, des États, des Gouvernements qui conduiraient leur politique générale et économique sans l'aide de services de statistiques fortement organisés.

M. Bunle désire faire à ce sujet une remarque. La liaison de l'économique et de la statistique avait été clairement vue avant la première guerre mondiale par Lucien March. C'est la raison pour laquelle, avec l'aide d'Arthur Fontaine et d'Albert Thomas, il obtint en 1914 la création du Service d'Observation des prix à la tête duquel fut placé pendant de longues années notre ancien collègue de Bernonville. Les dirigeants successifs de la Statistique générale de la France œuvrèrent également pour que chacune de nos grandes possessions d'outre-mer fût dotée d'un service de statistique, nécessaire à leurs yeux à l'orientation du développement de ces territoires. Ils réussirent en Indochine, grâce à la compréhension et à l'appui du Directeur des Services Économiques Lochard. Il n'en fut pas de même dans les autres possessions, où ils se heurtèrent au moins à l'incompréhension des gouverneurs généraux. Il fallut attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que tels offices soient enfin mis en place. L'exposé de M. Dauphin-Meunier montre, une fois de plus, les services qu'ils peuvent et doivent rendre. Il accroît encore les regrets qu'on ait aussi longtemps attendu pour les organiser, même sur un plan réduit.

M. Bunle pense que les différences signalées par M. Dauphin-Meunier dans le nombre des habitants de Pnom Penh peuvent tenir, pour une bonne part au moins, au fait que le territoire recensé de cette capitale n'a sans doute pas été exactement le même aux deux dénombrements confrontés. C'est un fait que, très souvent, les données statistiques paraissent contradictoires, simplement parce qu'elles ne s'appliquent pas au même objet.

Pour terminer, M. Bunle est heureux de signaler la présence dans la salle d'anciens fonctionnaires et dirigeants du Service des Statistiques d'Indochine, parmi lesquels M. Smolski. Il ne doute pas qu'ils aient à présenter des remarques pertinentes sur l'exposé de M. Dauphin-Meunier.

M. Smolski rappelle que la statistique n'était pas inexistante au Cambodge avant la guerre. Sans doute n'était-il pas question alors d'établir de balance des comptes pour ce pays, englobé dans l'union douanière et monétaire indochinoise. Mais, dans certains domaines, des données statistiques valables existaient déjà pour le Cambodge.

En ce qui concerne la population, des recensements sur bulletins de famille avaient été effectués, en particulier en 1921 et 1931. Malgré des lacunes portant par exemple sur les populations primitives et sur les Chinois fixés à Pnom-Penh et incomplètement recensés, l'ordre de grandeur de la population avait pu être déterminé à 2 millions et demi environ en 1921, à un peu plus de 3 millions en 1938.

D'autre part, si la statistique du commerce extérieur de l'Indochine n'enregistrait qu'une faible partie des transactions propres au Cambodge, lequel restait tributaire du port de Saïgon pour la très grande part de ses relations extérieures, le désir de l'Administration de connaître exactement l'importance de ces transactions avait conduit à l'établissement, vers 1928, de postes fluviaux et routiers sur les voies de communication entre le Cambodge et le Sud-Vietnam. Les relevés effectués dans ces postes, joints aux statistiques douanières des postes-frontières, avaient permis d'évaluer comme suit, bon an mal an, les principales exportations cambodgiennes avant la guerre, tant à destination de l'extérieur que des autres pays de l'Union Indochinoise :

Paddy	180.000 à 200.000 tonnes
Maïs.	300.000 tonnes
Poivre	3.000 à 3.500 tonnes
Tabac	2.000 tonnes
Sucre et mélasse de palme.	8.000 à 10.000 tonnes
Haricots et soja	10.000 tonnes
Bœufs	30.000 têtes
Caoutchouc	20.000 tonnes

A l'exception du caoutchouc, toutes ces exportations sont en déclin depuis la guerre.

Les publications statistiques actuelles du Cambodge, rares et incomplètes, n'apportent pas une connaissance plus approfondie qu'autrefois de l'économie du pays. Les données publiées sont souvent contradictoires, présentant parfois entre elles, dans la même publication, des écarts de l'ordre de 20 % (en particulier pour les exportations de caoutchouc en 1956).

Quant aux statistiques de la population, il y a, semble-t-il, incompatibilité entre les données fournies par M. Dauphin-Meunier touchant d'une part l'effectif actuel, évalué à 5 millions contre 3 millions environ en 1936, et d'autre part les taux indiqués de 18 naissances et 13 décès pour 1.000 habitants. Le taux d'accroissement naturel qui résulterait de ces taux annuels, du même ordre de grandeur que les taux correspondants pour la France et manifestement inférieurs aux taux réels, serait très insuffisant à justifier un accroissement de population des deux tiers en 20 ans, même si l'on tient compte de

l'immigration chinoise et vietnamienne. On peut se demander si l'estimation de 5 millions d'habitants à l'heure actuelle n'est pas exagérée.

En particulier, le chiffre avancé pour la population de Pnom-Penh qui serait actuellement de 800.000 habitants paraît difficile à accepter, tout au moins pour celui qui n'a pas visité cette ville depuis dix ans.

M. Rosenfeld. — Tous ceux qui sont allés au Cambodge savent qu'on y trouve un certain nombre de paradoxes : par exemple il y existe un cours d'eau où l'eau s'écoule dans un sens pendant six mois de l'année et dans l'autre sens pendant les autres six mois; à certaines époques et en certains endroits, on peut « cueillir » des poissons sur les arbres ! Cependant, ce que nous venons d'entendre dépasse dans bien des cas le paradoxe pour toucher au domaine des affirmations erronées et sans fondement; elles se rapprochent davantage de l'argumentation de caractère politique plutôt que du raisonnement et des faits de caractère scientifique, lesquels devraient seuls trouver leur place dans les séances de notre Société.

J'indiquerai simplement, pour rester dans le cadre des travaux de notre Société, quelques faits concernant la statistique au Cambodge pendant la période où j'ai eu à m'en occuper. L'établissement des statistiques des mouvements de marchandises entre le Cambodge et les autres pays, y compris le Laos et le Vietnam, auquel a fait allusion M. Smolski, a été repris par les autorités cambodgiennes dès la fin des hostilités. La Statistique générale de l'Indochine, qui faisait partie des Services du Haut-Commissariat de France, contribuait à la mise sur pied et au développement de la statistique au Cambodge, par des méthodes qui entrent aujourd'hui dans le cadre de celles de l'assistance technique. Deux fonctionnaires cambodgiens étaient formés aux méthodes statistiques, à Saïgon, en 1948, par la Statistique générale de l'Indochine. Celle-ci aidait à l'établissement des programmes et à la mise au point des méthodes, notamment au lancement d'enquêtes par sondages, sur l'agriculture du Cambodge. D'une façon générale, si l'on ne peut prétendre que la statistique était il y a quelques années entièrement satisfaisante dans ce pays, du moins peut-on dire qu'un effort sérieux y a été entrepris et que les missions d'assistance technique qui s'y trouvent actuellement, loin de « partir de zéro », tirent profit du travail accompli par leurs devanciers.

J'ajouterai que M. Dauphin-Meunier se contredit lui-même lorsqu'il déclare d'une part que les critères d'évaluation monétaire sont inapplicables à l'économie cambodgienne, dans laquelle l'autoconsommation joue un rôle important et lorsqu'il cite immédiatement après « le niveau des prix auquel s'effectue la multitude des transactions locales », et enfin quand il annonce que les experts français qui se trouvent actuellement à Pnom-Penh contribuent à la conduite d'enquêtes statistiques par sondages et aident à l'établissement de la balance des paiements du Cambodge.

M. Marietti. — 1° Le conférencier a fait état d'une enquête démographique par sondage, effectuée il y a quelques mois au Cambodge, enquête qui aurait eu des résultats probants et décisifs.

M. Marietti s'est rendu à Pnom-Penh en avril 1956 en vue d'établir l'organisation de l'Assistance Technique en matière statistique. Il n'a pu rencontrer ni le Directeur de la Statistique ni le Directeur des Études de la Banque

Nationale du Cambodge, tous deux alors en congé. Cependant, les personnalités rencontrées, M. Peyronnet et le Directeur Général de la Banque Nationale du Cambodge, n'ont pas fait état d'un projet d'enquête démographique par sondage. L'essentiel à cette époque — il y a donc un an — était avant tout de fournir au Cambodge les statisticiens dont il avait le plus grand besoin et cela par les moyens de l'Assistance technique.

Le conférencier a bien voulu dire que l'enquête au Cambodge s'était inspirée des enquêtes du Service des Statistiques du Ministère de la France d'Outre-Mer en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il faut le dire, si lesdites enquêtes ont pu obtenir de bons résultats c'est qu'elles ont été minutieusement étudiées et préparées pendant près de deux ans en laboratoire et organisées avec soin sur le terrain; il n'y a pas de miracle en statistique et de telles enquêtes ne s'improvisent pas, tout au moins si l'on entend qu'elles soient valables.

2° Le conférencier a fait allusion aux termes de comparaison internationale des niveaux de vie, comparaison exprimée dit-il par les experts de l'O. N. U. en un revenu moyen par habitant évalué en dollars.

M. Marietti fait observer que le Conseil Économique et Social de l'O. N. U. a largement progressé sur cette question. A la suite d'une enquête effectuée auprès des Gouvernements en 1954-1955 qui visait aussi les pays sous-développés, l'emploi d'un indice unique pour mesurer les différences de niveau de vie d'un pays à un autre a été abandonné. Il n'est plus question du tout d'employer un indice monétaire comme étalon international pour mesurer les niveaux de vie. On a recommandé d'aborder les problèmes des niveaux de vie par l'analyse d'un certain nombre « d'éléments constitutifs » de valeur reconnue, telles les conditions sanitaires, la nutrition, l'instruction et certaines données économiques et le recours à divers « indicateurs » relatifs à ces éléments.

M. P. Vinot constate l'importance des discordances auxquelles donne lieu l'estimation de la population de Pnom-Penh. Il demande si ces écarts d'ordre de grandeur ne peuvent s'expliquer, non seulement par l'expansion de la population par un mouvement de concentration urbaine; et, dans ce cas, quels en seraient les mobiles.

Il souligne l'impossibilité de traduire, à travers des termes purement monétaires, le niveau de vie de populations ayant une économie de biens en nature; ce qui altère évidemment la comparabilité des moyennes statistiques de l'O. N. U.

Enfin, devant une transformation qui tendra à intégrer la population dans une économie de transformation et d'échanges commercialisés, il évoque la question de la satisfaction psychologique et du « bonheur » que ces changements sont de nature à procurer aux intéressés.